



LA MONDIALISATION ET « NOUS »

> Noël Magloire Ndoba

L'AFRIQUE, LA BANQUE MONDIALE, LE FMI, L'OMC

Au moment où se tiennent les assemblées générales annuelles 2008 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), les citoyens des pays africains devraient poser au moins les deux questions suivantes aux économistes. La première : après un an de mandat de l'Américain Robert B. Zoellick à la tête de la Banque mondiale et presque une année pour le Français Dominique Strauss-Kahn à la tête du FMI, qu'est-ce que les institutions de Bretton Woods – comme on les appelle couramment – peuvent apporter comme bon changement pour nos pays, conformément à nos intérêts ? La seconde question : comment les organisations économiques et financières internationales, qui sont dominées par les grandes puissances, peuvent-elles avoir des orientations et des pratiques répondant à nos intérêts bien compris, alors que l'échec des négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le 29 juillet 2008, à Genève, montre que les égoïsmes nationaux ont rarement été aussi assumés depuis la chute du mur de Berlin en 1989 ?

Prenons d'abord la première question. Certains économistes peuvent y répondre à la manière du « Forum des peuples-Koulikoro 2008 », c'est-à-dire à la manière des militants du Forum réunis, au Mali, au moment où se tenait du 7 au 9 juillet 2008, à Hokkaido, au Japon, le G8 (Sommet annuel des huit pays les plus riches de notre planète sans compter la Chine, à savoir l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie).

La réponse du « Forum des peuples » est radicale : « La suppression pure et simple de la Banque mondiale et du FMI et leur remplacement par la Banque du Sud ». Cette réponse est mauvaise parce qu'elle repose sur l'erreur suivante : prendre l'ombre pour la proie, autrement dit, prendre les conséquences pour des causes. En clair, raisonner ainsi, c'est confondre, d'une part, le fait de suivre les politiques économiques élaborées et dictées plus ou moins diplomatiquement par les institutions de Bretton Woods, et, d'autre part, le fait pour ces pays d'être membres des dites institutions, ceci posant le problème de leur légitimité.

A dire vrai, depuis près d'une décennie, entre les bon-

défendent ou véhiculent ouvertement ou tacitement tel ou tel autre courant de pensée, il y a un dénominateur commun. Et c'est le suivant : attaquer les politiques recommandées ou imposées par les institutions de Bretton Woods dans le cadre de ce que les économistes de droite et de gauche appellent depuis longtemps le « Consensus de Washington ».

L'illustration de ce « consensus » est la généralisation des politiques d'ajustement structurel (PAS) au cours des décennies 1980 et 1990. Et c'est aussi des politiques de type « néolibéral » qui ont été appliquées dans certains pays bien après, malgré la rupture verbale réalisée officiellement depuis le Sommet onusien des chefs d'Etat et de gouvernement en 2000, avec l'adoption des « Objectifs de millénaire pour le développement » (OMD). En 2008, on peut dire que le « Consensus de Washington » est définitivement derrière nous. Et pour cause. D'un côté, le politiquement « néoconservateur » Robert B. Zoellick a été amené à approuver, avec toute la Banque mondiale, les orientations de la « Commission sur la croissance et le développement », dirigée par Michael Spence, prix Nobel d'économie 2001, des orientations présentées par ce dernier comme un dépassement du « Consensus de Washington ». D'un autre côté, le politiquement « social-

démocrate » Dominique Strauss-Kahn va dans le même sens. Lui qui vient de nommer un nouvel « économiste en chef » et un nouveau « directeur Afrique » – ce dernier étant un Libérien qui succède à un Béninois –, voudrait davantage communiquer et agir dans la perspective d'un nouveau consensus axé sur le rôle régulateur du FMI et sur la nécessité d'une architecture financière internationale comme « bien collectif mondial ».

Mais, il demeure une préoccupation essentielle : va-t-on mobiliser les financements requis dans ce qu'on peut appeler une perspective de « Consensus post-Consensus de Washington » – pour reprendre une expression de Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et ancien vice-président de la Banque mondiale ? Quand on sait que les institutions de Bretton Woods semblaient jusqu'à présent laisser le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) s'atteler à la « lutte contre la pauvreté » dans le

Les économistes radicaux appellent à la création d'une Banque du Sud.

ET MAINTENANT ?

tion stratégique » semblaient prohibées dans le discours des pratiques des décideurs des pays africains.

Les bons économistes tiennent compte de cette préoccupation lorsqu'ils cherchent à répondre à la deuxième question posée au début de cette chronique. Et qui revient la suivante : que peuvent nous apporter à « nous, d'Afrique sud-saharienne » les organisations économiques multilatérales et planétaires du type Banque mondiale, FMI et OMC, alors que le constat d'échec de la conférence de Genève sur le cycle de Doha au niveau de l'OMC conduit à penser que les grandes puissances sont plus égoïstes que jamais. Tandis que les pays dits « émergents » – avec, en tête, la Chine, l'Inde et le Brésil – se battent avant tout pour leurs propres intérêts et que l'Afrique – en particulier l'Afrique sud-saharienne – est plus que jamais marginalisée ?

La question ainsi posée est, sans doute, celle à laquelle le « Forum des peuples 2008 » répond en demandant aux États africains de devenir membres de la Banque du Sud. En somme, il est demandé à « nous, pays d'Afrique sud-saharienne » de « laisser tomber » les organisations dominées par les pays riches et d'être « entre nous », avec les autres pays plus ou moins pauvres, par exemple, dans le cadre de la Banque du Sud – qui est une initiative de la République bolivarienne du Venezuela –, tout cela comme dans la logique de la « déconnexion » que le grand économiste Samir Amin avait présentée dans les années 1980 quand dominait le « Consensus de Washington ».

Mais Samir Amin, qui intègre le principe de réalité dans son analyse et dans ses « alternatives », ne peut pas être la référence du « Forum des peuples 2008 » puisque les participants ont manifestement mal lu *Afrique : renaissance ou marginalisation programmée ?*, un livre publié en 2005. Pour ne pas continuer à tromper les peuples africains, de tels « altermondialistes » devraient aussi lire l'un des ouvrages de Samir Amin, en l'occurrence Hakim Ben Hamouda, actuellement responsable de l'institut de formation de l'OMC et auteur de nombreux ouvrages dont le très utile *L'Afrique, l'OMC et le développement*, paru en 2005, suite au premier échec de l'OMC à Seattle, en 1999, et au second échec à Cancun, en 2003.

Le retrait ou non de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC est un faux problème. Le vrai problème est le suivant : comment les pays africains peuvent-ils réussir dans la voie ouverte par la Chine, l'Inde et le Brésil, toutes proportions gardées ? Car cette voie, dans le cadre de l'OMC,

est celle de la remise en question de ce que les spécialistes appellent une « hégémonie » établie dans le régime international en vigueur.

Mais, il faut bien reconnaître qu'avec ses faibles performances – ce fameux 1 % du commerce mondial seulement depuis une éternité – l'Afrique sud-saharienne ne compte que comme un figurant diplomatique dans les négociations.

Et si le pire était à venir ? D'une part l'Afrique du Nord se fait capter et coopter par l'Union européenne dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée en 2008. D'autre part, l'Afrique du Sud est apparemment satisfaite de son accord bilatéral en vigueur depuis janvier 2000 avec l'Union européenne, par exemple. Par ailleurs, plusieurs pays courent signer au niveau bilatéral les fameux « Accords de partenariat économique » (APE) avec l'Union européenne, malgré la position exprimée par le Malien Alpha Oumar Konaré au nom de l'Union africaine pour empêcher une telle dérive, il y a à peine dix mois, à Lisbonne.

Aujourd'hui, on peut encore limiter les dégâts en empêchant que les pays d'Afrique de se retrouver, chacun, isolé dans le « dilemme du prisonnier », pour reprendre un langage que connaissent les bons négociateurs et que l'on doit aux spécialistes de ce qu'on appelle la « théorie des jeux stratégiques ».

On est dans le « dilemme du prisonnier » lorsque, face au partage du gâteau, deux pays africains membres de l'Union africaine sont comme des prisonniers interrogés qui réagissent séparément. Si les deux prisonniers avouent, ils seront condamnés à la même peine ; si les deux se taisent, ils seront acquittés ; si l'un se tait et l'autre avoue, le premier sera évidemment condamné et le second sera acquitté avec en plus tous les avantages qui feront qu'il ne risque jamais de subir par suite la vengeance du premier. Tout semble malheureusement indiquer que cela ressemble à la réalité actuelle.

Pour ne plus être la proie facile que les puissants emprisonnent dans leurs stratégies, l'Afrique devrait s'affirmer positivement avec tout le Sud, pour saisir cette « petite chance » qu'évoque le ministre brésilien des Affaires étrangères dans *Le Monde* daté du 13 août 2008, s'agissant des négociations de l'OMC et de la perspective d'un nouvel ordre international, alors que le « Consensus de Washington » est définitivement enterré en cette année 2008. —